

SOMMAIRE

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE. CONSÉQUENCES DES ÉLECTIONS. LEÇON DE JOUR. CHAMBRE DES COMMUNES. COMMUNICATIONS. SOCIÉTÉ SAINT-ÉLIZABETH. LE MEURTRE DE BULSTRODE. LES MEURTRES DE LUCAN. SEPTIC. TRUDEL. CORRIBER DE HOLL. A TRAVERS OTTAWA. PELLERON—LA ROUTE DE L'ANNE. Raoul de Nohay. MAJESTÉS D'OTTAWA. MAJESTÉS ÉTRANGÈRES.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Les affaires parlementaires vont marcher rondement d'ici à la fin de la session. Dorénavant la Chambre siègera tous les samedis, et les lundis seront considérés comme étant des jours du gouvernement. On croit que le massacre des innocents commencera la semaine prochaine.

Dans son discours sur le tarif, M. Ryan, l'un des députés de Montréal, a affirmé que les manufacturiers donnaient de l'emploi cette année à quatre ou cinq mille personnes de plus que l'année dernière. Les ateliers du Grand-Tronc seuls ont fabriqué dans le cours de l'année vingt locomotives que cette compagnie importait autrefois des États-Unis et qui représentent, à \$10,000 chacune, une somme de \$200,000 qui a été dépensée dans le pays. Voilà un exemple tangible des avantages de la protection.

Le débat sur le tarif est clos. Il était trois heures, ce matin, quand l'éloquence parlementaire a tari sur ce sujet. M. Anglin seul a périé plus de trois heures durant. Il a été suivi par M. Mills qui a falli parler aussi longtemps;—si l'on en juge par le flot de paroles, ses discours doivent avoir un mérite extraordinaire. C'était malheureusement une série non interrompue de redites auxquelles la Chambre a prêté fort peu d'attention.

Le débat s'est terminé par une passe-d'armes entre MM. Tilley et Cartwright. Le ministre des finances a profité de l'occasion pour réfuter de la façon la plus positive l'assertion des chefs libéraux, qu'il a dû sans cesse l'inspérer des conseils de sir A. T. Galt pour élaborer le tarif actuel. La chose serait elle vraie, cependant, qu'elle ne serait nullement réprésensible, car dans une question de ce genre, qui met en jeu les plus graves intérêts du pays, on ne pouvait trop se consulter avec les hommes les plus compétents pour arrêter la plus sage mesure possible.—Je n'ai consulté sir A. T. Galt, a dit le ministre des finances, que lorsqu'il s'est agi d'imposer le vin, sa mission en France et en Espagne le mettant en demeure de nous renseigner mieux que personne sur ce point.

L'opposition qui voudrait faire passer sir Leonard Tilley pour un incapable, n'a guère paru goûter cette dénégation formelle, qui détruit l'une de ses assertions favorites. Cette accusation d'incapacité ne produit pas même d'effet, au reste, sur les députés libéraux, car l'opinion générale est que Sir Leonard Tilley a fait preuve d'une habileté remarquable dans la préparation de ce tarif, et dans toutes les discussions qu'il a occasionnées en Chambre. Il a raison d'être fier du résultat obtenu qui l'a grandi dans l'estime publique.

CONSÉQUENCES DES ÉLECTIONS

Lord Beaconsfield n'est pas encore descendu du pouvoir, et déjà les conséquences de sa défaite commencent à se faire sentir. C'est au dehors surtout que ces conséquences seront importantes. C'est sur la politique extérieure de l'Angleterre que s'est engagée la lutte entre les deux partis. Les successeurs de lord Beaconsfield dussent ils regretter les engagements qu'ils ont pris et les excès que l'ambition et la soif du pouvoir leur ont fait commettre dans l'opposition, seront tenus de remplir leur programme jusqu'à un certain point et de mettre de côté celui de leurs adversaires.

En prévision du changement qui va se produire dans la politique anglaise en Asie, lord Lytton, vice-roi des Indes, annonce déjà qu'il va donner sa démission. Lord Lytton s'était identifié avec les vues du cabinet actuel relativement aux affaires de l'Afghanistan. Il passe même pour avoir inspiré en partie ces vues à lord Beaconsfield. Or, on sait comme cette politique a été critiquée et condamnée par M. Gladstone et ses adeptes, dans les journaux politiques et à la Chambre même. Il y a donc tout lieu de supposer que les affaires

vont prendre une autre tournure en Asie, et la détermination de lord Lytton ne surprendra personne. Le vice-roi ne pourrait, sans inconvénient pour sa dignité, servir sous les nouveaux maîtres et pour la nouvelle cause qui viennent de triompher dans les élections. La position n'est plus tenable pour lui.

Au point de vue des intérêts anglais et du prestige de la couronne britannique, on ne peut s'empêcher de regretter que lord Beaconsfield n'ait pas eu le loisir d'achever l'édifice qu'il était en train d'élever à la puissance anglaise en Asie. L'Afghanistan soumis allait être discipliné et démêtré. La Perse agrandie aux dépens de nos voisins, et par la faveur de la politique britannique, entrant dans l'orbite anglaise et devenant une barrière que l'Angleterre aurait opposée aux empiétements de la Russie. Il était de plus question d'organiser un état indépendant et vassal au nord de l'Afghanistan, ce qui aurait complété la ligne de défense de l'empire des Indes. Quelques années encore, un ajournement de la défaite conservatrice aux prochaines élections, et tout cela eût été accompli. Aussi, on comprend les réjouissances de la Russie en présence du triomphe libéral. Les élections qui viennent de se faire valent mieux, au point de vue russe, que toute une série de victoires par les armes et que toutes les défaites que les Anglais eussent pu subir en Afghanistan. C'est comme si l'on faisait table rase du travail accompli et des succès obtenus en Asie depuis deux ans par l'armée britannique.

L'Angleterre est le seul pays où la politique extérieure dépend ainsi du caprice électoral, tout comme la moindre question municipale. Ailleurs, il n'est pas une nation qui ne tienne, quelles que soient ses divisions intérieures, à paraître unie, à tenir une conduite ferme et persévérante en face de l'étranger. En Angleterre, au contraire, tout change avec les cabinets. L'Angleterre de demain sera tout l'opposé de celle d'hier, non-seulement à l'intérieur, mais encore et surtout à l'extérieur. C'est un état de choses qui n'est pas de nature à maintenir le crédit de la Grande-Bretagne aux yeux du monde, et il semble que les partis, au lieu de concentrer leurs efforts sur la politique étrangère du gouvernement, devraient plutôt, en pratique, renoncer au projet qui consiste à faire la lutte sur ce point, dans l'intérêt du pays.

ECHOS DU JOUR

L'honorable M. Chapeau a été gravement indisposé ces jours-ci et n'est pas encore parfaitement rétabli. Il souffre d'une forte attaque de bronchite.

Il vient de se tenir à Montréal une nombreuse assemblée de citoyens en faveur du bill de M. Girouard à l'effet de légaliser les mariages entre beau frère et belle-sœur.

Son Altesse Royale la Princesse Louise a, pour la première fois cette session, assisté, hier après-midi, au débat sur le budget. Elle occupait un siège à la droite de l'Orateur.

Les soumissions pour la construction de la seconde section de cent milles à l'ouest de Winnipeg ont été ouvertes hier. Le contrat ne sera pas adjugé avant plusieurs jours.

L'intercolonial et le Grand-Tronc peuvent à peine suffire à transporter le charbon expédié par les compagnies minières des provinces maritimes. Ce combustible est d'une très bonne qualité, et les commandes arrivent de toutes parts.

On annonce la mort d'Eugène de Mircourt, auteur des Contemporains et autres productions littéraires assez remarquables. Il fut successivement séminariste, maître de pension, pamphlétaire, journaliste, romancier, éditeur-proprétaire, voyageur, et finalement ecclésiastique.

La région du lac Saint-Jean est rapidement peuplée par les habitants de la province de Québec. Dernièrement 13 familles des faubourgs de Saint-Roch et de Saint-Sauveur sont parties pour cette région, dans le but de s'y livrer à l'agriculture. Une vingtaine de nouvelles familles les suivront bientôt.

Une députation des États de New-York, composée de l'ex-lieutenant Dorschheimer, de l'honorable M. Stouff, de l'honorable M. Gardner, ingénieur de l'Etat et des honorables MM. Bush, Allen et Homestead, est actuellement en ville, dans le but de conférer avec le gouvernement au sujet de l'établisse-

ment d'un parc international à Niagara. Hier soir, M. Plomb, M.P., a donné un grand banquet en l'honneur de députés américains, auquel plusieurs ministres étaient aussi présents.

C'est aujourd'hui qu'a lieu la nomination dans le comté de Châteauguay. MM. Laberge et Holton sont les seuls candidats. Plusieurs députés sont partis, hier, pour aller parler de la nomination: MM. Trudel, Laurier, Scriver, Ives, Daoust, Bergeron, etc. Les amis du Dr Laberge sont très confiants dans le succès de sa candidature.

Une dépêche de Londres annonce que lord et lady Dufferin, accompagnés de plusieurs personnes, étaient à chasser, ces jours derniers, dans une forêt aux environs de Saint-Petersbourg, lorsqu'un ours, caché dans un épais fourré, s'élança tout à coup sur lady Dufferin, et l'aurait infailliblement dévorée sans l'assistance de lord Hamilton, attaché à l'ambassade, qui parvint à abattre la bête furieuse à coups de revolver.

Nous insérons dans dans une autre colonne une correspondance de M. Bouchard, rédacteur de l'Éclair, se plaignant de l'appréciation qu'il nous est arrivé de publier récemment à l'égard de ce journal. S'il est vrai, comme il l'affirme, qu'en abandonnant le parti libéral pour entrer dans nos rangs il "a agi avec une entière indépendance et une honnêteté parfaite", nous lui avons certainement fait une injustice que nous voulons bien réparer. Nous ne saurions approuver un changement de parti qu'autant qu'il est animé par la conviction et par des raisons d'intérêt public. Autrement on finira par persuader le peuple que l'on ne combat pas pour des principes mais pour les avantages du pouvoir. M. Bouchard nous apprend que son journal n'est pas mort, comme on l'a dit, et qu'il reprendra bientôt sa publication.

CHAMBRE DES COMMUNES

L'Orateur prend son siège à trois heures. Après les affaires de routine, Sir John Macdonald fait motion que jusqu'à la fin de la session les mesures du gouvernement aient la préséance le lundi.

M. Anglin reprend le débat sur le tarif. Il demande quel a été le chiffre des recettes pour le mois de mars. Sir Leonard Tilley—Pour le dernier trimestre, les recettes des douanes se sont élevées à \$3,524,534, soit \$760,000 de plus qu'en 1878. Il m'est impossible, pour le moment, de donner séparément le chiffre du mois de mars.

M. Anglin—On a insinué que l'opposition manquait assez de patriotisme pour se réjouir de toute conséquence fâcheuse que pourrait entraîner la politique nationale. Cela est complètement faux, et l'opposition aurait été trop heureuse de donner son appui à cette politique, si elle avait pu penser qu'elle était de nature à favoriser les intérêts du pays.

Chanson de fer a appelé l'honorable député de Huron-Centre le "roi des déficits", il l'a accusé de n'avoir fait qu'imposer au pays des dépenses nouvelles, tandis que le gouvernement précédent n'avait obtenu que des surplus. Cela est loin d'être exact. Je ne citerai pas de chiffres, la chambre a trop entendu depuis quelque temps des citations de ce genre, qu'il me suffise de dire que ce n'est qu'en élevant les taxes qu'on a réalisé des surplus. Du reste, le pays se trouvait, après la confédération, dans une situation exceptionnelle; après la guerre, les États-Unis importaient beaucoup du Canada et il se faisait aussi un si vaste contrebande de que nos importations les plus coûteuses prenaient le chemin de la république voisine. Du reste, pendant les cinq années que les libéraux sont restés au pouvoir les exportations ont beaucoup augmenté, comme on peut s'en rendre compte par les rapports du commerce et de la navigation, tandis que les importations sont demeurées stationnaires. La prospérité du pays nous parle l'honorable ministre des finances nous paraît entièrement fictive.

Les dépenses ont été très peu importantes dans les premières années de la confédération. Le gouvernement d'aujourd'hui n'a entrepris que peu de travaux publics, tandis que sous le régime libéral il a fallu dépenser des sommes considérables pour le chemin de fer du Pacifique et le canal Welland.

Le changement de tarif sur le sucre ne favorisera pas l'ouvrier; il enrichira seulement quelques grands raffineurs. Quant à la fabrication du coton, on aurait tort de trop compter sur les résultats de cette industrie qui donnera tout au plus du travail à 300 ou 400 ouvriers.

M. Gault—Les manufacturiers de coton emploient, depuis l'année dernière, des milliers d'ouvriers de plus. Jamais on n'aurait atteint ce résultat sans la politique nationale.

M. Anglin—Le fait qu'il importe du coton, ne prouve nullement le succès de la politique du gouvernement. Les manufacturiers de lainages ne prospèrent pas et cependant le

prix des étoffes s'augmentent. La politique nationale promettrait l'augmentation du prix des produits de ferme et cependant jamais le beurre et le fromage ne se sont vendus aussi bon marché. Les prix sont réglés par la loi de la production et de la demande, aucun acte de parlement ne peut les changer. La prospérité que l'on constate aujourd'hui est due à l'abondance des moissons au Canada et à la grande demande des céréales venues des différents pays de l'Europe. La consommation du pays a diminué sensiblement et il s'en faut que le marché soit aussi bon qu'il y a trois ans.

GRANDE VENTE

Motion faite pour que la chambre se forme en comité sur le bill relatif au chemin de fer de "Credit Valley". M. Mackenzie—Il est contre les "très" établis de prendre en considération un bill soumis au comité des chemins de fer, pour lui faire subir des amendements.

M. Haggart—Il ne s'agit que de changer la phraséologie du bill.

M. Boutilier—Les chemins de fer constitués en vertu d'une loi provinciale ne doivent pas posséder le pouvoir de s'adresser au parlement fédéral pour des lois affectant les chemins se trouvant sous le contrôle de la législature locale. On doit se rappeler que le chemin de fer du "Credit Valley" a voulu tenir son acte de constitution de la Chambre locale.

M. McDougall (Hull)—La ville de Toronto a donné \$250,000 à cette ligne avec le pouvoir d'avoir accès jusqu'à la baie de Toronto; elle voulait se protéger contre les autres lignes qui augmentaient d'une façon arbitraire le prix du fret. La compagnie du "Credit Valley" n'a pas réussi; il faut que, dans ce cas, le Parlement soit autorisé à demander protection contre une compagnie qui, sans autorisation, s'est emparée d'un immense terrain appartenant à l'Artillerie, et sur lequel elle ne veut laisser passer aucune autre ligne. La Chambre se trompe si elle croit favoriser les intérêts du commerce en refusant justice au "Credit Valley".

M. Mackenzie—C'est une manière de procéder est, je le répète, tout à fait irrégulière.

Sir Albert Smith—Si la question a besoin d'être de nouveau considérée, pourquoi ne pas discuter simplement le bill au comité des chemins de fer? M. Casey—Le bill peut être aussi bien discuté au comité général que devant le comité des chemins de fer.

Après quelque discussion le bill est déféré au comité des chemins de fer. M. Anglin reprend le débat sur la motion demandant que la chambre se forme en comité des voies et moyens.

M. Gault—Les importateurs condamnent unanimement la nouvelle politique parce qu'elle les oblige à avoir un capital plus considérable. En un mot le fonctionnement général du tarif est vexatoire.

Le ministre des finances a visité, la saison dernière, grand nombre de villes, au lieu de seulement cette visite n'a rien prouvé, mais elle a encore été décevante. Je me suis mis en rapports avec des maisons considérables et partout on m'a dit que le tarif n'avait en aucun effet. L'ouvrage est plus rare aujourd'hui qu'il y a quelques années, et les salaires sont en baisse. Les importateurs ont également gagné du mécontentement en Angleterre, comme on peut juger par un discours de lord Salisbury, qui se plaint de ce que le principe du libre échange a été violé.

Le tarif a eu les plus mauvais effets au Nouveau-Brunswick, et la ville de Saint-Jean se trouvait dans une situation déplorable lorsque l'honorable ministre des finances l'a visité l'an dernier.

M. Gault—Je puis parler avec connaissance de cause de Montréal, et je dois dire que cette ville a retiré les plus grands bénéfices de la politique nationale. Les manufacturiers de coton emploient aujourd'hui 3,000 ouvriers, et il s'est créé un certain nombre d'industries qui n'auraient jamais vu le jour, sans l'adoption de la politique nationale. Les importations ont augmenté dans des proportions inouïes, et il n'y a pas une seule maison de commerce consciencieuse qui ait à se plaindre de l'application du tarif.

M. Mills—Il est faux de prétendre qu'aux dernières élections d'Ontario la politique nationale n'ait pas été invoquée comme argument dans toutes les discussions. Cette politique n'est pas faite pour développer le pays et elle, au contraire, produit jusqu'à présent des résultats fâcheux. La dette augmentée tous les jours dans de telles proportions que le gouvernement doit interrompre les travaux publics, s'il ne veut pas voir la ruine du pays. Jamais, tout proportion gardée, les États-Unis n'ont fait de semblables dépenses pour les travaux publics.

M. Plumb—Le gouvernement américain a dépensé de 70 à 80 millions pour les chemins de fer de l'Union et du Pacifique Central.

M. Mills continue ses remarques et s'efforce de démontrer que le système de protection paralyse toutes les industries du pays.

Sir Richard Cartwright justifie les dépenses de l'ancien gouvernement. Beaucoup ont été faites pour achever les travaux commencés par l'administration précédente et c'est sur elle que doit retomber la responsabilité. La politique adoptée, relative aux chemins de fer, causera la ruine du pays, car elle nécessitera des taxes énormes. Les ministres des finances répète que depuis l'adoption de la politique nationale il ne s'était pas ouvert plus de 12 manufactures,

employant cent ouvriers chacune. Il termine en discutant les chiffres donnés par l'honorable ministre des finances, au sujet du prix du sucre, depuis l'application du nouveau tarif.

Sir Leonard Tilley—L'honorable député de Huron Centre choisit bien son temps pour faire l'éloge de son administration. Il ne doit pas ignorer un fait qui est reconnu par les conservateurs et les réformistes, que la défaite du gouvernement est due à sa mauvaise gestion. Si l'honorable préopinait s'était trouvé en chambre, lorsque j'ai prononcé mon discours, il aurait pu se convaincre que je n'ai pas oublié un seul item et qu'en m'appuyant sur des chiffres j'ai clairement montré la raison de l'augmentation des dépenses, de 1867 à 1879, qui ont la accrue taxe de \$1 par tête.

Il est faux que l'ancien gouvernement ait eu à dépenser \$50,000,000 pour des canaux dont la construction avait été décidée par l'administration précédente. Il est vrai que le gouvernement conservateur, avant de perdre le pouvoir, avait accordé certains contrats, mais on doit se rappeler que pour la plupart, ils ont été annulés par le cabinet qui leur succède. Le gouvernement libéral aurait pu économiser beaucoup pour les canaux; leur construction n'était pas pour lui une obligation comme l'était pour l'administration précédente, la construction du chemin de fer Intercolonial, qui était une des conditions de l'Union.

Il est impossible de nier les heureux résultats déjà produits par la politique nationale; les recettes de la douane augmentent graduellement et de toutes parts l'industrie se réveille. Les résultats du droit sur le sucre se sont faits sentir plus particulièrement à Montréal, mais comme les raffinerie s'établissent sur différents points du Canada, ses bons effets se répandront plus généralement.

L'honorable ministre des finances passe en revue les différents articles de la politique nationale et cite des chiffres officiels pour montrer les résultats produits jusqu'ici par la protection.

Après quelques remarques de M. Burpee (Saint-Jean), M. Mackenzie dit que le tarif était oppressif, qu'il favorisait le monopole et qu'il n'avait nullement développé les manufactures.

COMMUNICATIONS

"L'ÉCLAIREUR" A M. l'Éditeur de "Canada," Dans votre numéro du 3 avril vous dites:

"Les ateliers du journal l'Éclairer sont fermés. En dépit des sermons de ses propriétaires, ce journal est passé de vie à trépas. Il a cessé de paraître. Nous ne saurions regretter sa perte. Il est passé dans nos ans à la dernière heure évidemment pour des motifs sordides, après avoir été le témoin de nos idées libérales, des idées moins soutenables. Aussi nous ne saurions admirer pareille manière d'agir; elle ne peut qu'avoir un effet démoralisateur sur le peuple."

Vous vous hâtez un peu trop, M. l'Éditeur, d'annoncer la mort de l'Éclairer. Ce journal n'est que temporairement suspendu, et j'ai tout lieu de croire qu'il reparaitra la semaine prochaine sous son ancienne direction.

Quant aux motifs sordides que vous attribuez à la perte de ce journal, j'ai encore ici trop de précipitation dans l'expression de votre opinion. Si vous consultez à ce sujet aucun des chefs conservateurs avec qui nous sommes en rapport, vous apprendrez d'eux que j'ai agi avec une entière indépendance et une honnêteté parfaite, n'attendant aucune récompense de la part de personne. Je ne vois pas qu'une telle conduite puisse avoir un effet démoralisateur sur le peuple.

Savez-vous qu'est-ce qui démoralise surtout ce dernier? C'est le spectacle de l'homme politique qui se vend lâchement en sacrifiant ses principes. Or, telle n'est pas ma position.

Dans un autre numéro, le Canada avance une autre inexactitude à l'adresse de l'Éclairer. Vous dites: "La prose de M. Langelier qui alléguait si longtemps cet ingrât 'Éclairer', etc."

Eh bien, M. Langelier a peut-être donné à l'Éclairer sept à huit articles dans l'espace de deux ans, et aucune autre main étrangère n'a contribué à sa rédaction.

J'espère, M. l'Éditeur, que vous voudrez bien publier ces rectifications en attendant que je puisse me défendre contre les attaques des journaux dans mon propre journal.

Tout à vous, Jos. BOUCHARD, Rédacteur de l'Éclairer.

SOCIÉTÉ SAINT-ÉLIZABETH

La société Sainte-Elizabeth de la paroisse de Notre-Dame a terminé ses séances de couture la semaine dernière: elles étaient ouvertes depuis le mois de septembre. Sa Grande-Mère d'Ottawa a bien voulu, le matin, offrir le Saint-Sacrifice auquel assistaient grand nombre de membres des deux sociétés, irlandaise et française.

Dans l'après-midi eut lieu une nombreuse assemblée pour procéder aux élections et à l'audition des comptes. Madame S. Léger, qui occupe la charge de présidente depuis quelques années, a été réélue à l'unanimité; Mme S. Boucher, réélue vice-présidente, et Mlle O. Rochon, nommée secrétaire-trésorière.

Madame S. Léger méritait à juste titre d'être réélue présidente, car elle montre un grand dévouement pour cette œuvre à laquelle elle s'est pour ainsi dire identifiée. Elle ne recule devant aucun des sacrifices nombreux que demande cette charge difficile. Disons aussi que les membres de cette société ont travaillé cette année avec un ardeur infatigable; à chaque réunion la salle était comble. Elles ont fait une somme de bien plus considérable que l'année dernière.

Par le rapport que le secrétaire-trésorière a soumis à l'assemblée on constate que le montant de l'argent recueilli de part et d'autre s'élevait à \$403.51. En outre, un bon nombre d'habilements ont été donnés à la société par des personnes charitables.

La société a distribué à 148 pauvres les effets suivants: 91 paires de bottins; 13 paires de bas; 10 paires de claques; 50 paires de pantalons; 2 couvertes de laine; 41 surtouts; 86 chemises; 57 robes; 4 vestes; 29 suspens; 22 tabliers; 2 layettes; 2 gilets; 1 casque.

Éspérons que cette société de bienfaisance continuera à devenir de plus en plus florissante et qu'elle sera en état, l'année prochaine, de répondre aux nombreuses demandes qui lui sont faites.

LE MEURTRE DE BULSTRODE

Après de patientes recherches, le grand comble Hissonnelle, qui était revenu depuis quelques jours sur le théâtre du crime, a pu reconnaître l'horrible tragédie dont nos lecteurs connaissent les principaux détails. Il a voulu se rendre compte, heure par heure, des faits et gestes du prisonnier, dans la journée du meurtre, et ce dernier voyant qu'il lui était impossible de trouver un alibi pour le moment du crime, a fini par faire des aveux complets. Sa confession, qui a été écrite sous la dictée, devant un magistrat, a été envoyée aux autorités.

LES MEURTRES DE LUCAN

On télégraphie de London en date d'hier: Le grand jury est entré en cour ce matin et a déclaré qu'il avait matière à procès dans les causes de tous les prisonniers arrêtés sous prévention d'avoir pris part au meurtre de la famille Donnelly et à l'incendie de sa maison. Il est probable qu'une motion sera présentée, demain, au tribunal, demandant que le procès s'instruise soit à Brantford, soit à Welland, mais la défense s'opposera fortement à cette prétention.

James Carroll, un des principaux inculpés, qui a été sujet hier à une crise nerveuse, est à l'infirmerie de la prison; son état, sans être grave, ne lui permet pas de quitter le lit. Le jeune O'Connor, qui est jusqu'à présent le témoin le plus important de la poursuite, demeure avec son père et sa mère, dans une maison voisine du poste de police; il est gardé à vue par un agent.

CHAPEAUX DE SOIE.

Les nouvelles modes de chapeaux pour les printemps sont belles. Ces chapeaux sont bien, sont très légers et conviennent à presque toutes les figures.

R. J. DEVLIN

TOUS LES JOURS

GRANDE VENTE!

MARCHANDISES

Nouvelles et de Goût

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

110 RUE SPARKS

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

SERVICE À THÉ

EN

PORCELAINE,

(44 morceaux)

\$5.00

C. S. Shaw & Cie

IMPORTATEURS

63 rue Sparks

DE

BEAUX

CHAPEAUX!

DE

POUR

50 et 75 cents

CHEZ

H. L. COTE,

128 Rue Rideau

Pres de la rue Nicholas

HOTEL MONTREAL

TENU PAR

MICHEL COALLIER alias NAVION

COIN DES RUES

Wellington et Bridge, Hull

Brandies et cigares de premier choix, et table de première classe. Chevaux et voitures de toutes sortes à volonté.

Les personnes qui visitent Hull en touristes ou pour affaires, feront bien de descendre à cet hôtel, où elles trouveront tout le confort désirable.

19 février 1880.

1880

Fêtes de Pâques!

M. LAUR. DUHAMEL

Ayant fait de grandes améliorations à son étal, lui permettant d'exhiber un assortiment plus considérable de

Viandes de Choix,

que les années précédentes, est capable de satisfaire tous les goûts.

Il remercie ses nombreuses pratiques de l'encouragement libéral qu'il a reçu, et sollicite de nouveau leur patronage et celui du public en général. Il fera tout en son pouvoir pour tous les satisfaire.

IL A TOUJOURS EN MAINS

VOLAILLES, SAUCISSES, LANGUES, VIANDES FUMÉES, LARD SALÉ, etc., etc.

AU COIN DU VIEUX

MARCHE BY,

SUR LA RUE CLARENCE.

Ottawa, 22 mars 1880.

FERRONNERIE

POUR LA

Ferronnerie à bon marché

ALLEZ CHEZ

McDougal & Cuzner,

Enseigne de la GRANDE TARIERE, RUE SUSSEX,

Ottawa, 2 février 1880.